



LES SALARIES NE PAYERONT PAS LE PRIX DE LA CYBERATTAQUE !!!



Cyberattaque.

Bien avant l'année 2012, l'agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) n'a cessé d'alerter sur la dangerosité de la cybercriminalité. Au cours des années précédentes et particulièrement en 2019 et début 2020, la médiatisation était très forte sur ce sujet des **cyberattaques**. Certaines entreprises qui n'ont pas accepté la réalité des ransomwares, se sont retrouvées du jour au lendemain avec leur système de gestion paralysé. La majorité des victimes de ces cyberattaques n'étaient pas préparées. Elles manquaient de professionnels en CYBERSECURITE pour élaborer un CYBERPLAN face aux différents types d'attaques, notamment les tentatives d'hameçonnage, les rançongiciels et autres risques de cybersécurité. Les ransomwares de nouvelle génération ont également la faculté de rechercher les points de sauvegarde et de les chiffrer.

Selon certaines victimes le coût de ces cyberattaques est colossal. Monsieur DAUPHIN, directeur général, par peur des médias, nous a indiqué lors du CSE du 28/09/2020 (ci-dessous les échanges) ne plus vouloir nous communiquer les montants concernant les interventions des cabinets extérieurs !!!

« **MONSIEUR HELLAL (syndicat SUPAP-FSU)**

J'aimerais également connaître le nom de l'entreprise qui développe ces logiciels.

MADAME ROBERT (directrice de la DUN)

Il s'agit d'un intégrateur qui les développe avec nous. Il s'appelle BearingPoint.

MONSIEUR HELLAL

J'aimerais connaître le coût.

MONSIEUR DAUPHIN

Non. J'ai déjà indiqué publiquement ici que je ne répondrai plus à vos questions sur les coûts. J'ai eu de très mauvaises expériences lorsque je m'y suis risqué. Tout ceci a fini dans des publications d'extrême droite et n'a servi au final qu'à mettre en difficulté Paris Habitat et ses collaborateurs. Je ne réponds donc plus à vos questions sur les coûts et je l'assume. C'est dommage. J'essaie d'être transparent sur tous les sujets. Je n'ai rien à cacher mais pour les raisons que je viens de donner, je ne le ferai plus. »

Pour information : les publications auxquelles le DG fait allusion ont été également publiées par la presse généraliste (Le Parisien, Marianne etc.)

Les salariés de la DUN, accompagnés de spécialistes en cybersécurité extérieurs, travaillent d'arrache pieds pour la remise en service du système informatique de Paris Habitat.

L'ensemble des syndicats ont insisté sur la remise en fonction du télétravail pour permettre aux salariés d'assurer leurs tâches en sécurité à domicile.

La direction a annoncé la mise en place d'un VPN (réseau privé virtuel) pour permettre la connexion des salariés en télétravail. Il est en test sur certains PC jusqu'à la fin de l'année. Il sera étendu à l'ensemble des salariés au cours du mois de janvier. Les PC des gardiens sont exclus !!!

Suppression du PC fixe du gardien.es : retour 15ans en arrière !!!

Les gardiens, avec le soutien des CGL et gérants, sont déterminés à se rendre au siège pour défendre leur outil informatique et leurs conditions de travail.

L'ensemble des syndicats ont demandé avec force le rétablissement de l'outil informatique du gardien à savoir le PC Fixe.

Le sondage sur le smartphone élaboré à l'initiative d'un seul syndicat risque de nous diviser et affaiblir les revendications des gardiens. Nous souhaitons rester unis car il s'agit de **l'avenir du métier de gardien**.

Du jamais vu !!!

La direction a annoncé mettre dans les agences un seul poste informatique fixe pour environ 60 gardiens (ce chiffre varie selon les agences). Il ne nous a pas été indiqué qui sera chargé d'organiser le planning pour la bonne utilisation de ce pc en agence pour autant de salariés.

Le projet de remplacer l'ordinateur du gardien par un smartphone est inutile et très onéreux. Le Samsung A50 qui vient d'être distribué est pour le moment un outil complémentaire au PC Fixe, ni plus ni moins. Il ne sert qu'à téléphoner, gérer les mails et faire tourner les applications du Google Play.

Les développeurs sauront sans aucun doute comment adapter certaines fonctions d'une ou plusieurs applications du PC vers le smartphone. Les adapter à 100% nécessitera beaucoup de temps et d'argent !!!

En ces temps difficiles financièrement, investir dans le développement des applications dont on n'est pas sûr de leur fiabilité, est risqué.

La remise en fonction des ordinateurs fixes des gardiens nécessitera un effort comme celui consacré au personnel administratif.

Aujourd'hui, les tâches administratives du gardien sont basculées vers le gérant et la CGL. Ces derniers doivent non seulement assurer leurs tâches quotidiennes, mais aussi rattraper le retard généré par la crise sanitaire et la Cyberattaque.

Négociations Annuelles obligatoires (NAO).

Lors de la première réunion en date du 18 décembre 2020, le directeur général est venu annoncer comme par le passé « un contexte complexe financièrement pour Paris Habitat ». Les salariés n'ont pas à payer le prix de la cyberattaque et de la crise sanitaire pendant que les riches se remplissent les poches.

Notre syndicat SUPAP-FSU a insisté pour mettre fin aux inégalités sur les deux points suivants :

1- Une augmentation générale égalitaire pour tous :

Trouvez-vous normal que l'augmentation générale soit calculée au pourcentage comme c'était déjà le cas sur l'accord de 2020 ? Ce mode de calcul pénalise les petits salaires, qui sont de ce fait très peu augmentés. Pour rappel, seul le syndicat SUPAP-FSU n'a pas signé cet accord injuste envers les petits salaires.

2- Faire bénéficier les cadres les moins payés (gérants et ceux de la catégorie 3) de la prime d'ancienneté au même titre que les autres salariés des catégories 1 et 2.

Prime d'objectif.

Notre syndicat SUPAP-FSU a demandé que les négociations sur l'accord de la prime d'objectif se dérouleront en dehors des NAO pour éviter le : donner d'une main et reprendre de l'autre.

Nous avons demandé que la prime soit égalitaire (le même montant pour tous) et qu'elle soit distribuée à 60% des salariés. Plusieurs de ces derniers ne perçoivent pas la prime alors que l'objectif est souvent dépassé.

Secrétaire d'accueil.

Notre Syndicat s'est élevé une fois de plus contre l'injustice de la direction envers les secrétaires d'accueil. Ces dernières sont exclues du télétravail uniquement sur la base du mot « Accueil » qui, pour la direction signifie présentiel et ce, sans tenir compte de la réalité et des risques sanitaires dans les transports. De plus, elles se partagent un seul et unique ordinateur portable pour un effectif de deux voire trois employés.

Il nous semble périlleux de forcer un salarié de rejoindre quotidiennement son lieu de travail pour répondre uniquement au téléphone. Cette tâche a été réalisée convenablement lors du premier confinement, période très difficile pour les salariés. De son domicile et par téléphone, la secrétaire d'accueil a su être présente et à l'écoute des locataires.

Rattrapage du retard.

L'ensemble des syndicats ont dénoncé les pressions exercées sur les salariés pour rattraper le retard généré par la crise informatique et sanitaire, malgré des conditions de travail très dégradées. Certains responsables n'hésitent pas à demander aux CGL en plus du retard accumulé ces derniers mois, d'appeler des centaines de locataires pour s'acquitter de leur dette de loyer.

La réponse de la direction a été l'annonce du recrutement de six CDD, quatre pour renforcer la DSF et deux pour la direction de performance. Elle attend les demandes de renfort des autres directions pour les examiner.

C'est largement insuffisant et ne répond pas aux attentes des autres services !!!

Régie.

La direction ne se soucie toujours pas des problèmes logistiques signalés depuis des semaines, notamment l'accès au répertoire des contacts par les collègues de la Régie.

Modification du règlement intérieur

Notre syndicat SUPAP-FSU était le seul à se prononcer contre la modification du règlement intérieur. En effet la direction va proposer un paragraphe qui permettra à la hiérarchie de pouvoir sanctionner le non-port du masque sur le lieu de travail.

N'y aurait-il pas plus urgent en ces temps de crise ?

Référente Harcèlement Sexuel. SUPAP-FSU félicite Madame Fatiha OUZNAB qui a été désignée suppléante de Madame BENDOUDOUH Leila référente Harcèlement sexuel et ce, au cours de la réunion du CSE en date du 16 décembre 2020.

Pour toute question, vos représentants SUPAP-FSU sont à votre disposition

Madame	Sylvie	ALVES VARELA BRITO	Elue CSE	07 86 00 19 72
Madame	Nérimène	BEN FODDA	Députée Syndicale (DS)	06 07 49 37 57
Monsieur	Alain	BENKRIM	Député Syndical (DS)	06 07 88 58 81
Madame	Francesca	GUIDOUZ	Elue CSE	06 40 70 78 15
Madame	Ludivine	GENTY	Elue CSE	06 30 04 65 97
Monsieur	Jérôme	HANY	Elu CSE + CSST	06 32 08 95 22
Monsieur	Mohammed	HELLAL	Elu CSE + CSST	06 07 88 24 54
Monsieur	Ernesto	HILLCOAT	Représentant Syndical (RS)	07 86 87 10 23
Monsieur	Marwan	JAROUDI	Elu CSE	06 48 36 65 78
Madame	Nawale	LAO	Députée Syndicale (DS)	06 13 52 31 08
Monsieur	Ahamada	MFOIHAYA	Elu CSE	06 87 65 91 00
Madame	Myriam	ZIGONI	Elue CSE	06 32 10 20 66

Joyeuses fêtes de fin d'année

PRENEZ SOIN DE VOUS PENDANT CETTE PERIODE DIFFICILE

**Libres, Solidaires et Combatifs, c'est la devise du SUPAP-FSU.
Penser juste et parler vrai est notre manière d'être : c'est comme ça et cela le restera !!!**